



Actualités

Croissance fondée sur une utilisation efficace des ressources. La feuille de route de la Commission européenne recense les secteurs économiques les plus consommateurs de ressources et propose des instruments et des indicateurs pour guider les actions à entreprendre. Il s'agit d'un programme en faveur de la compétitivité et de la croissance axé sur l'utilisation de moins de ressources lors de la production et de la consommation de biens et sur la création d'entreprises et d'emplois dans des secteurs d'activité tels que le recyclage, la conception plus intelligente de produits, la recherche de matériaux de substitution et l'éco-ingénierie. La feuille de route recommande de suivre une approche intégrée dans de nombreux domaines d'action à l'échelle de l'Union européenne et des Etats membres et de se concentrer sur les ressources soumises aux plus fortes pressions. Parmi les instruments à utiliser pour y parvenir figurent la réglementation, des instruments fondés sur le marché, la réorientation des instruments de financement et la promotion d'une production et d'une consommation durables. La Commission va élaborer les propositions stratégiques et législatives nécessaires à cet effet.

http://ec.europa.eu/environment/resource_efficiency/index_en.htm

Futur de la politique de cohésion pour la période 2014-2020. L'une des mesures les plus controversées est la possibilité de suspendre les aides aux régions des pays ayant une politique budgétaire trop laxiste ou ne respectant pas le Pacte de stabilité et de croissance. Cette option, qui ne serait mise en œuvre qu'en dernier recours selon le Commissaire en charge de la politique régionale, Johannes Hahn, est considérée par beaucoup d'autres comme une double peine, qui aggravera davantage encore la situation des régions les plus en difficulté. Le Comité des régions, mais également de nombreux membres du Parlement européen et les représentants des pouvoirs locaux, entre autres, ont annoncé leur ferme opposition à ce projet, initié par une proposition du Président français et de la Chancelière allemande. Le Conseil et le Parlement ont jusqu'en 2013 pour débattre et amender ce texte... http://ec.europa.eu/regional_policy/what/future/proposals_2014_2020_en.cfm

Sommet UE-Brésil: consolider le partenariat stratégique. Les dirigeants européens et brésiliens ont discuté du changement climatique et de la conférence Rio+20 des Nations Unies sur le développement durable, de la situation financière et économique internationale et des travaux du G20, de la coopération dans le cadre multilatéral, du Mercosur et des négociations en cours en vue de la conclusion d'un accord d'association entre l'UE et le Mercosur, ainsi que des investissements et des échanges commerciaux. Les principaux résultats sont: un accord UE-Brésil sur le transport aérien; un programme culturel conjoint pour la période 2011-2014; une lettre d'intention visant à faciliter les déplacements touristiques entre l'Union et le Brésil en basse saison; une lettre d'intention relative à l'établissement d'un dialogue structuré sur la coopération dans le domaine spatial civil; une lettre d'intention relative à la coopération entre le centre commun de recherche de la Commission européenne et le ministère brésilien des sciences, des technologies et de l'innovation. Le sommet a constitué également une excellente occasion de faire le point sur l'avancement de la mise en œuvre du plan d'action conjoint établi dans le cadre du partenariat stratégique.

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/124878.pdf

Entreprises

Mesures pour accroître la responsabilité sociale des entreprises. Dans un projet de communication relative à la responsabilité sociale des entreprises (RSE), la Commission annonce son intention de présenter une proposition législative en 2012 sur la transparence des informations sociales et environnementales fournies par les entreprises de tous les secteurs. La communication est prévue pour novembre. Elle s'appuie sur sept axes de travail: 1. reconnaître et soutenir la RSE dans les entreprises européennes; 2. encourager les récompenses du marché pour la RSE; 3. améliorer la divulgation d'informations sociales et environnementales par les entreprises; 4. souligner l'importance des politiques nationales et infranationales en matière de RSE; 5. aligner les approches européennes et mondiales en matière de RSE; 6. améliorer et suivre les niveaux de confiance dans les entreprises; et 7. intégrer davantage la RSE dans l'éducation, la formation et la recherche. *A suivre.*

Renforcer le droit européen des contrats. Le futur instrument juridique européen sur le droit des contrats sera finalement limité aux transactions transfrontalières. Après une série de consultations et études d'impact, la Commission européenne semble avoir opté pour un instrument optionnel, limité aux contrats transfrontaliers entre entreprises (B2B) et entre entreprises et consommateurs (B2C) pour la vente de biens et la fourniture de contenu digital ainsi que les services connexes. Il devrait s'agir d'une proposition de règlement, alors qu'elle envisageait initialement une proposition de directive («sur le droit commun de ventes pour l'Union européenne»). *A suivre*

Accord commercial en Afrique australe. Le commissaire européen au commerce s'est rendu en Afrique du Sud et en Namibie pour faire avancer les négociations sur un accord global en matière de commerce et de développement entre les deux régions. L'Afrique du Sud et la Namibie négocient actuellement un accord de partenariat économique (APE) avec l'UE dans le cadre du groupe APE de la Communauté de développement de l'Afrique australe. L'UE représente le principal marché d'exportation de la Namibie et le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud. <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=736>

Access to EU markets for exporters from African, Caribbean and Pacific countries. The European Commission adopted a proposal to amend the Market Access Regulation 1528/2007, governing the trade conditions for certain developing countries that have negotiated EPA's with the EU. The Regulation was a bridging solution for the countries that had not yet signed or ratified the negotiated EPA's. After 4 years of application it is time to conclude the negotiations. The Commission proposes a withdrawal for those countries, which haven't taken the necessary steps towards ratifications. 18 countries are concerned. They must choice whether to go ahead and establish a partnership with the EU or not. However, most of the countries that opt out can still benefit from the "Everything but Arms" scheme or from the "Generalised System of Preferences" regime. The Commission has proposed that the amending Regulation will not enter into force before January 2014. <http://ec.europa.eu/trade/wider-agenda/development/generalised-system-of-preferences/everything-but-arms>

ECHA has launched the 'REACH 2013 - Act Now!' campaign to remind the industry to start preparing for the second REACH registration deadline. Companies manufacturing or importing chemicals in quantities at or above 100 tonnes per year are required to register these substances with ECHA by 31 May 2013. On ECHA's website, there is a dedicated webpage on which there is an agenda for the events that ECHA is rolling out in relation to the REACH 2013 deadline. All relevant materials and links can also be found there. In addition, ECHA has designed a promotional web banner that Member States, industry associations and other organisations can add to their REACH web pages. This banner will help to brand the 'Act now!' campaign in all EU countries. Additionally, by clicking on the banner visitors will be directed to the ECHA 'REACH 2013 - Act now!' campaign pages. http://echa.europa.eu/2013_en.asp

Small and medium sized enterprises: the situation in EU Member States 2010. The 2010/2011 SBA Fact-Sheets draw on a set of 62 of statistical indicators and cover the 27 EU Member States, as well as Albania, Croatia, FYROM, Iceland, Israel, Liechtenstein, Norway, Montenegro, Serbia and Turkey. The indicators are grouped according to the ten dimensions of the Small Business Act, namely: Entrepreneurship, Second chance, Think Small First, Responsive Administration, State aid and Public procurement, Access to finance, Single market, Skills and innovations, Environment, and Internationalization. Belgium:

- Number of enterprises: SMEs in Belgium represent 99.8% of the total enterprise stock and account for 58.2% of the economic added value and 65.7% of employment in the private sector.
- From 2008 to 2010, the SME sector is estimated to have lost 1.3% of its workforce and its combined added value shrank by 1.4%.
- For 2011, forecasts point towards a growth of 1% in the number of SMEs, 3.9% in gross value added and of 0.8% in employment.
- Trends: Belgium's SME sector is expected to have recovered to pre-crisis levels by 2011 and trends are positive. The Belgian SME sector largely mirrors the EU average, in terms of both its structure and its sectorial breakdown.
- SBA performance: Belgium is situated around, or above, the EU average in all SBA areas, except 'Entrepreneurship'.
- SBA action: Recently, policy measures have been taken in all ten SBA areas. Particularly intensive efforts have been made to address 'Entrepreneurship', the area in which Belgium is falling behind.

http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/facts-figures-analysis/performance-review/index_en.htm

Recherche

Linking research and standardization. In many EU calls for research and innovation projects, standardization is identified as a key activity, deliverable or targeted outcome of future projects. Even if, in some other calls, standardization is not mentioned as such, you may still need to think about participating in standardization and benefit from: Dissemination of your research results; Opportunity to network; Possibility of licensing revenues from

patents; Faster and easier access to markets; Helping access to public procurement markets; Enhancement of the economic value of your research project; Codification of the state of the art; Interoperability; Reassurance for consumers. <ftp://ftp.cencenelec.eu/PUB/Publications/Brochures/LinkingResearch.pdf>

Recherche et innovation: la Commission préconise la création de partenariats pour relever les défis sociétaux. La communication de la Commission s'appuie sur les premières expériences acquises dans le cadre de projets pilotes et trace les grandes lignes des mesures qui permettront d'accroître le nombre de partenariats public-privé et public-public, et d'en renforcer l'efficacité. Dans sa communication, la Commission propose de simplifier et d'assouplir le dispositif administratif pour les partenariats noués à l'échelle de l'UE qui sont jugés nécessaires et utiles. Les obstacles et les entraves aux activités de recherche transfrontières doivent être supprimés, et tous les partenaires, y compris les Etats membres de l'UE et le secteur privé, doivent prendre des engagements financiers à long terme pour ces projets. Les propositions qui s'appuieront sur l'approche exposée dans la communication feront partie du paquet de mesures «Horizon 2020» que la Commission présentera plus tard dans l'année. http://ec.europa.eu/research/industrial_technologies/ppp-in-research_en.html

Accord du Conseil UE sur Euratom et les partenariats de R&D. Les ministres en charge de la Recherche ont adopté une orientation générale prolongeant jusqu'en 2013 le septième programme-cadre (PC7) de l'Energie atomique (Euratom). Ils ont aussi lancé une initiative pour une programmation de la recherche («Vivre plus longtemps, et mieux») et débattu du Partenariat d'innovation européen sur le vieillissement de la population. Dans le cadre d'Euratom, il a été décidé d'allouer un budget de 2 milliards d'euros pour la recherche sur la fusion nucléaire, et de plus de 200 millions pour les activités au sein du Centre commun de recherche. Le Conseil a adopté un règlement sur les règles de participation des universités, centres de recherche et autres institutions au programme. L'initiative "Vivre plus longtemps, et mieux" coordonnera la recherche en évolution démographique et vieillissement de la population, sur des thèmes spécifiques dont la prolongation de la vie active et la création de systèmes de santé viables. http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/intrm/124837.pdf

Appels à projets et recherche de partenaires

Appels FP7. 39 appels à propositions en cours pour un budget global de plus de 8 milliards d'euros.

La répartition des appels par programme spécifique :

Coopération : 28 appels à propositions;

Idées/ERC : 1 appel à propositions;

Personnes : 2 appels à propositions;

Capacités : 8 appels à propositions et un prix.

Les programmes de travail et les guides du proposant sont disponible sur le "participant portal". En effet, CORDIS - FP7 ne publie plus les informations sur les appels à propositions du FP7.

http://ec.europa.eu/research/participants/portal/page/fp7_calls?

EBTC Preview of the 2012 calendar of India-based activities. The European Business and Technology Centre in India (EBTC) 2012 calendar is already available, so businesses can now plan for their participation. The last months of this year will also be intensive, in particular with the environment and transport sectors delegations to Bangalore (14-18 November), New Delhi - Bangalore (29 November - 2 December), and New Delhi (3-6 December).

<http://www.eurochambres.eu/Content/Default.asp?PageID=1&DocID=3648; martinelli@eurochambres.eu>

A lire

Regional Innovation Monitor 2010 Report is now available. In the context of the objectives set in the European Commission's Europe 2020 strategy and specifically the Innovation Union flagship action, the project provides a unique platform for sharing knowledge and know-how on major innovation policy trends in European Union regions. Based on the work of a network of experts, RIM provides detailed information on regional innovation policies for 20 EU Member States. <http://www.rim-europa.eu/index.cfm?q=p.file&r=abb048a92532d05d6eae2dffbc8c776>

L'Europe a un grand avenir. Emmanuel Sales, Directeur général de la Financière de la Cité, a publié un article dans lequel il se montre confiant quant à l'avenir économique de l'Europe. Il rappelle en effet que celle-ci constitue la première économie mondiale, et que le modèle européen, où la dette est moins importante qu'aux Etats-Unis, et l'épargne plus importante, demeure relativement sain et attractif. Il en prend pour preuve le fait que la Chine se montre particulièrement intéressée par le rachat des dettes italienne, espagnole et grecque. Enfin, les institutions européennes lui semblent au moins aussi efficaces que celles des Etats-Unis, paralysées par la stricte bipolarité politique, pour gérer au mieux les effets de la crise...

<http://www.robert-schuman.eu/doc/actualites/lettrefinancieredelacitesseptembre2011.pdf>

Evènements

Global ICT industry: changing landscape? - The future of European ICT R&D 19-20 October 2011 Brussels.

The European Commission's Joint Research Centre - Institute for Prospective Technological Studies (JRC-IPTS, Information Society Unit) is organising an international conference on the changing global ICT industry landscape and future of ICT R&D in Europe. The conference will bring together industry representatives, ICT R&D and innovation analysts, and policy makers, coming from Europe, the USA and Asia.

<http://is.jrc.ec.europa.eu/pages/ISG/PREDICT/Conf2011.html#conference>

Working Group on FDI, Regional Attractiveness and Marketing, 25 October 2011, Brussels.

This working group organised by EURADA will include a round table discussion as well as a Question & Answer session attended by Paul Kleijne (ARCUSplus), Amaya Manrique (Deloitte), Jean-Noël Mermet (Frenger international), Laurent Sansoucy (OCO Global) and Pierre Séger (ASCAN). Christian.Saublens@eurada.org

Conférence sur l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud - 27 octobre - Bruxelles.

La Commission européenne organisera à Bruxelles une conférence de haut niveau sur la mise en œuvre de l'accord de libre-échange (ALE) UE-Corée du Sud. Cette conférence vise à informer les opérateurs économiques des avantages de cet accord et à expliquer de quelle manière la Commission entend la mettre en œuvre. Elle réunira des représentants d'opérateurs économiques établis dans l'UE, de divers services de la Commission et du Parlement européen, ainsi que des autorités des Etats membres. <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=738>

Fourth annual Conference on European Union space policy 08-09/11/2011

- European Parliament Brussels. In order to meet the serious challenges posed by globalisation, the European Union has developed an ambitious growth strategy from here to 2020, within which the new space policy envisaged in the Lisbon Treaty forms an integral part. The large-scale programmes already under way as part of European space policy, such as the satellite navigation systems, EGNOS and Galileo, or GMES, the earth observation and monitoring system, address fully the three main priorities of the 2020 Strategy: increasing public and private investment in research and innovation, ensuring large-scale creation of new jobs and improving the tools available for addressing climate change and protecting the environment. http://www.spaceconference.eu/2011/welcome_en.shtml

3rd High-Level Conference on Industrial Competitiveness: "Delivering an Integrated Industrial Policy for the Globalisation Era", 24 November 2011, Brussels.

The event will bring together high-level European and international policy-makers, including President Barroso and Vice-President Tajani, industry leaders and stakeholders as well as renowned academics and policy advisers to debate on the challenges and opportunities facing European industry at this critical juncture of the global economy, and on the necessary policy responses at EU and national level in order to put forward a fresh approach to industrial policy.

http://ec.europa.eu/enterprise/newsroom/cf/getdocument.cfm?doc_id=6969

SciTech Europe 28th November Brussels.

At the 3rd annual SciTech Europe conference they will explore how to develop an integrated approach to research and create the right conditions for innovation, invention & industry to flourish. Delegates will gain a strong understanding of European science policy, and have the opportunity to engage with stakeholders, funding agencies & leading academics.

<http://www.publicserviceevents.co.uk/overview/187/scitech-europe>

Strategic Energy Technology Plan Conference 2011

under the Polish Presidency of the EU Council 28th-29th November, Warsaw, Poland. The fifth conference on the European Strategic Energy Technology Plan (SET-Plan) is organized by the National Contact Point for the Research Programmes and the European Commission in close collaboration with the Ministry of Science and Higher Education and the Ministry of Economy of Poland. At this high-profile event representatives of industry, research, financing and policy will discuss the financing and swift development of the key low. <http://www.setplan2011.pl/Default.aspx?id=2>

Workshop on Competitiveness, Innovation and REACH 06-12-2011 Brussels.

DG Enterprise and Industry, in collaboration with DG Environment, invites all interested stakeholders to take part in the workshop on the impact of the REACH regulation on the competitiveness and innovativeness of the EU chemical industry. The workshop is intended to gather interested stakeholders from the chemical sector, authorities and NGOs to discuss the findings of two studies launched by the Commission to assess the impact of the REACH regulation on the functioning of the single market, the competitiveness and ability to innovate of the EU chemical sector.

http://ec.europa.eu/enterprise/sectors/chemicals/reach/events/index_en.htm

On est plus fort qu'un concurrent dès qu'on a deviné ses intentions.

Patrick Süskind - Extrait de «Le Parfum»